



Densmore

GRILLE DE COMPÉTENCES DES CPA – NOTES D'ÉTUDE EXEMPLES D'EXTRAITS

Édition 2025

Pour communiquer avec nous ou pour obtenir des exemplaires supplémentaires :

Densmore Consulting Services Inc.

C.P. 21027

Darmouth, Nouvelle-Écosse B2W 6B2

Téléphone : 1-844-434-3812 (sans frais) ou 902-434-3812

Courriel : info@densmorecpa.com

Site Web : www.dscpa.com

INFORMATION FINANCIÈRE

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau des flux de trésorerie se situe au niveau A autant pour le module commun 1 (Comptabilité générale et information financière) que pour le module optionnel Certification.

Références

Normes IFRS : IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*
NCECF : chapitre 1540, « État des flux de trésorerie »

Le tableau des flux de trésorerie fait partie intégrante des états financiers. L'entité doit indiquer les variations de la trésorerie et des équivalents de trésorerie – trésorerie, placements à court terme (échéance inférieure ou égale à trois mois, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, exclusion faite des titres de capitaux propres) et découverts bancaires.

Classement en activités d'exploitation, d'investissement ou de financement

- *Activités d'exploitation* – ce sont les principales activités génératrices de produits et activités de prestation de services de l'entité, ainsi que de toutes les autres activités qui ne sont pas des activités d'investissement ou de financement. Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation peuvent être présentés selon la méthode directe ou la méthode indirecte (l'utilisation de la méthode directe est encouragée, mais non exigée, parce qu'elle apporte des informations qui peuvent se révéler plus utiles pour l'utilisateur).
 - Méthode directe – reprend l'état des résultats sur la base des flux de trésorerie (par ex., trésorerie reçue des clients, trésorerie versée aux fournisseurs et aux employés, impôts payés, etc.).
 - Méthode indirecte – la plus utilisée – consiste à prendre le résultat net indiqué dans l'état des résultats puis à effectuer un rapprochement avec les flux de trésorerie (c.-à-d. ajout des éléments sans effet sur la trésorerie – par ex., l'amortissement – et ajustement pour tenir compte des variations intervenues dans les éléments du fonds de roulement – par ex., les comptes clients).
- *Activités d'investissement*
 - Acquisition et cession d'actifs à long terme.
 - Dans le cas d'une cession, utiliser le produit de la cession (plutôt que le gain ou la perte comptable).
- *Activités de financement*
 - Activités qui entraînent des changements dans la dette à long terme (par ex., nouveaux emprunts, remboursements) et dans les capitaux propres (par ex., émission ou rachat d'actions, dividendes).

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE (suite)

Modèle de tableau des flux de trésorerie – Méthode indirecte

Ce modèle comprend les éléments les plus courants d'un tableau des flux de trésorerie établi selon la méthode indirecte.

Les sources de trésorerie sont présentées comme des ajouts. Les utilisations de la trésorerie sont présentées comme des déductions (entre parenthèses).

WOLFE INC.
Tableau des flux de trésorerie
Exercice clos le 31 décembre 20X1

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	
Résultat net	xxx \$
Ajustement pour les éléments hors trésorerie	
Amortissement (rajouter pour supprimer l'effet sur le résultat net)	xxx
Perte sur cession d'actifs (rajouter pour supprimer l'effet sur le résultat net)	xxx
Profit sur cession d'actifs (déduire pour supprimer l'effet sur le résultat net)	(xxx)
Ajustement pour variations dans les éléments hors trésorerie du fonds de roulement	
Diminutions des actifs courants	xxx
Augmentations des actifs courants	(xxx)
Diminutions des passifs courants	(xxx)
Augmentations des passifs courants	xxx
	<hr/>
	xxx
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	
Achat d'actifs à long terme (note 1)	(xxx)
Produit de la vente d'actifs à long terme (note 1)	xxx
	<hr/>
	xxx
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	
Nouveau produit de la dette à long terme	xxx
Remboursement de la dette à long terme (capital seulement)	(xxx)
Émission du capital-actions	xxx
Rachat du capital-actions (utilisation du montant des flux de trésorerie)	(xxx)
Versement de dividendes (note 2)	(xxx)
	<hr/>
	xxx
Augmentation de la trésorerie (total partiel des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement)	
	xxx
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice (selon le bilan de l'exercice précédent)	xxx
Trésorerie à la clôture de l'exercice (selon le bilan de l'exercice considéré)	<hr/> <hr/> xxx \$

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE (suite)

Modèle de tableau des flux de trésorerie – Méthode indirecte (suite)

Note 1 – Opérations sur les immobilisations corporelles – Parfois, on ne vous donnera que certaines des données. Vous pouvez utiliser des comptes en T pour inscrire les données dont vous avez connaissance et vous serez en mesure d'inférer les inconnues (au moyen d'écritures d'équilibrage).

Immobilisations	
xxx	Solde d'ouverture
xxx	Entrées
	xxx
	Cession (au coût)
xxx	Solde de clôture

Amortissement cumulé	
	xxx
	Solde d'ouverture
	xxx
	Charges d'amortissement
	Cession (au montant de l'amortissement cumulé)
xxx	
	xxx
	Solde de clôture

Produit (flux de trésorerie)	xxx
Moins la valeur comptable nette	
Coût	xxx
Amortissement cumulé	(xxx)
	(xxx)
Profit ou perte sur cession	xxx

Vous préférerez peut-être considérer le calcul du profit ou de la perte sur cession d'une immobilisation comme une écriture de journal. Parfois, vous ne connaîtrez que trois des variables et vous devrez inférer la quatrième au moyen d'une écriture d'équilibrage (par ex., le produit en trésorerie pourrait manquer, ou encore vous pourriez avoir le montant en trésorerie, mais devoir calculer le profit ou la perte sur cession) :

Trésorerie (produit)	xxx
Amortissement cumulé (pour supprimer du compte l'amortissement cumulé se rapportant à l'actif cédé)	xxx
Immobilisations (pour supprimer le coût du compte de l'actif)	xxx
Profit sur cession (ce sera un débit s'il s'agit d'une perte)	xxx

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE (suite)

Modèle de tableau des flux de trésorerie – Méthode indirecte (suite)

Note 2 – Versement des dividendes – Parfois, on ne vous donnera pas le montant des dividendes. Vous pouvez utiliser des comptes en T pour inscrire les données dont vous avez connaissance et vous serez en mesure de déduire le montant des dividendes versés. Le premier calcul vous donne le montant des dividendes déclarés. Ensuite, si vous avez un compte des dividendes à verser à votre bilan, vous devrez faire un deuxième calcul pour déterminer le montant des dividendes versés.

Résultats non distribués	
	xxx Solde d'ouverture
	xxx Résultat net
xxx	Dividendes en actions (opération hors trésorerie, donc ne figurant pas dans le tableau des flux de trésorerie)
xxx	Dividendes en trésorerie déclarés (écriture d'équilibrage)
	xxx Solde de clôture

Dividendes en trésorerie déclarés (comme ci-dessus)	xxx
Diminution (augmentation) des dividendes à payer	xxx
Dividendes en trésorerie payés	xxx

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE (suite)

Modèle de tableau des flux de trésorerie – Méthode directe

Ce modèle comprend les éléments les plus courants d'un tableau des flux de trésorerie établi selon la méthode directe. Les sections du tableau des flux de trésorerie relatives aux activités d'investissement et de financement demeurent identiques, que vous utilisiez la méthode directe ou indirecte. Seule la section relative aux flux de trésorerie relative aux activités d'exploitation change.

Les sources de trésorerie sont présentées comme des ajouts. Les utilisations de la trésorerie sont présentées comme des déductions (entre parenthèses).

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation – Direct

Fonds perçus auprès des clients		
Ventes	xxx	
Créances douteuses	(xxx)	
Diminution (augmentation) du montant net des comptes clients	xxx	
Augmentation (diminution) des produits constatés d'avance	<u>xxx</u>	xxx \$
Sorties de fonds destinées au paiement des stocks et des charges d'exploitation	(xxx)	
Coût des marchandises vendues	(xxx)	
Charges d'exploitation	xxx	
Diminution (augmentation) des stocks	xxx	
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance	<u>xxx</u>	(xxx)
Augmentation (diminution) des créditeurs		
Intérêts versés en trésorerie		
Intérêts débiteurs	(xxx)	
Augmentation (diminution) des intérêts à payer	<u>xxx</u>	(xxx)
Impôts versés en trésorerie		
Charge d'impôts	(xxx)	
Augmentation (diminution) des impôts à payer	<u>(xxx)</u>	(xxx) <u>xxx \$</u>

- Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, d'investissement ou de financement suivantes peuvent être présentés pour leur montant net :
 - entrées et sorties de trésorerie pour le compte de clients lorsque les flux de trésorerie découlent des activités du client et non de celles de l'entité. Par exemple :
 - l'acceptation et le remboursement de dépôts à vue par une banque;
 - la trésorerie détenue pour le compte de clients par une entité spécialisée dans les placements;
 - les loyers renversés aux propriétaires de biens, après avoir été collectés pour leur compte;
 - entrées et sorties de trésorerie concernant des éléments ayant un rythme de rotation rapide, des montants élevés et des échéances courtes. Par exemple :
 - les montants en principal relatifs aux cartes de crédit des clients;
 - l'acquisition ou la cession de placements;
 - d'autres emprunts à court terme (par exemple ceux ayant une échéance inférieure ou égale à trois mois).

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE (suite)

- Les transactions d'investissement et de financement qui ne requièrent pas de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie doivent être exclues du tableau des flux de trésorerie (par ex., l'acquisition d'actifs par la prise en charge de passifs directement liés ou par un contrat de location-financement, l'acquisition d'une entité au moyen d'une émission d'actions ou la conversion de dettes en capitaux propres). Elles doivent être présentées dans les notes afférentes aux états financiers.
- Variation des passifs issus des activités de financement :
 - Doit fournir des informations permettant aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les variations des passifs issus des activités de financement, ce qui comprend les changements résultant des flux de trésorerie, mais aussi les changements sans contrepartie de trésorerie
 - Doit fournir des informations sur les variations suivantes des passifs issus des activités de financement :
 - les changements issus des flux de trésorerie de financement ;
 - les changements découlant de l'obtention ou de la perte du contrôle de filiales ou d'autres entreprises ;
 - l'effet des variations des cours des monnaies étrangères ;
 - les variations des justes valeurs ;
 - les autres changements.
 - Un moyen de satisfaire à l'obligation d'information consiste à fournir un rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture dans l'état de la situation financière des passifs issus des activités de financement
 - Doit fournir des informations sur les accords de financement de fournisseurs
- Les flux de trésorerie en monnaies étrangères doivent être convertis en dollars canadiens selon la méthode de conversion énoncée dans l'IAS 21.
- Changements dans les participations dans des filiales et dans d'autres unités opérationnelles
 - L'ensemble des flux de trésorerie provenant de l'obtention ou de la perte du contrôle de filiales et d'autres unités opérationnelles doit être présenté séparément et classé dans les activités d'investissement.
 - Présenter :
 - la contrepartie totale payée ou reçue, y compris la fraction de la contrepartie qui se compose de trésorerie et d'équivalents de trésorerie;
 - le montant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie acquis ou cédés;
 - les actifs totaux, autres que la trésorerie et les équivalents de trésorerie, et les passifs totaux acquis ou cédés.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE (suite)

- Informations à fournir :
 - les composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et un rapprochement avec les éléments équivalents présentés au bilan;
 - la méthode adoptée pour déterminer la composition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie;
 - le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dont l'utilisation est grevée d'une affectation;
 - les flux de trésorerie provenant des intérêts et des dividendes perçus ou versés :
 - intérêts versés – habituellement classés en flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, mais peuvent être classés en flux de trésorerie liés aux activités de financement;
 - intérêts et dividendes reçus – habituellement classés en flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, mais peuvent être classés en flux de trésorerie liés aux activités d'investissement;
 - dividendes versés – habituellement classés en flux de trésorerie liés aux activités de financement, mais peuvent être classés en flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation;
 - les flux de trésorerie provenant des impôts sur le résultat – flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation (cependant, ils peuvent être classés en activité d'investissement ou de financement s'ils peuvent être expressément rattachés aux activités d'investissement ou de financement).

NCECF – Il y a convergence avec les normes IFRS.

STRATÉGIE ET GOUVERNANCE

Épreuves de l'EFC

Scénarios habituels d'une épreuve de l'EFC

- L'organisation (ou le particulier) envisage l'acquisition d'une nouvelle entreprise, d'une entreprise existante, de participer à une nouvelle coentreprise ou de prendre une décision opérationnelle (par exemple, de sous-traiter ces activités ou non)
 - Vous devez évaluer les risques et les occasions (ou les avantages et les inconvénients ou les pour et les contres) liées au projet d'acquisition, à la nouvelle entreprise ou pour prendre la décision opérationnelle.
 - Analyse FFOM (forces/faiblesses/opportunités/menaces) peut être explicitement demandée
 - Présenter une analyse équilibrée en tenant compte à la fois des forces et des faiblesses; opportunités et menaces /risques.
 - Utilisez les faits du cas pour étayer les facteurs que vous abordez dans le cadre de votre discussion.
 - Étudiez de quelle manière l'acquisition envisagée ou la nouvelle entreprise s'intégrera dans le cadre de l'entreprise actuelle et des objectifs de l'entreprise ou du particulier.
 - Pour chaque risque/menace et opportunité identifiée, discuter des implication (p.ex., explique la cause et / ou la conséquence de chaque facteur)
 - Présentez une solide conclusion sur la question de savoir s'il y a lieu de procéder à l'acquisition ou de participer à la nouvelle entreprise, en prenant soin de lier votre analyse tant quantitative que qualitative à une recommandation.

- Examen des contrats et/ou politiques
 - Identifier les problématiques en utilisant des faits du cas
 - Fournir des recommandations qui aideraient à pallier ces problématiques
 - Expliquer comment ces changements seraient bénéfiques pour l'entreprise

- Évaluer le fit stratégique pour les nouvelles entités / acquisitions
 - Pensez-y du point de vue pratique – est-ce que cela a du sens?
 - Évaluer si c'est un bon fit avec la mission/vision/valeurs/objectifs de l'entité
 - Considérer les forces/faiblesses actuelles de l'entité / des employés et ce qui sera nécessaire pour la nouvelle entreprise

- Évaluer l'alignement stratégique des décisions opérationnelles
 - Identifier mission et/ou vision et/ou valeurs et/ou objectifs stratégiques
 - Identifier les changements récents en utilisant les faits du cas et expliquer si ceux-ci sont alignés avec la mission/vision/valeurs/objectifs stratégiques

COMPTABILITÉ DE GESTION

ÉTABLISSEMENT DE BUDGETS (suite)

Exemple de calcul d'écart sur matières directes

Lunenburg Inc. fabrique une préparation pour chaudière de fruits de mer qu'elle vend à des marchés d'alimentation locaux. Le mélange est préparé à partir d'aiglefin, de saumon et de homard. Les prix prévus au budget pour la fabrication de 10 000 kg de préparation pour chaudière en octobre se ventilent comme suit :

7 200 kg d'aiglefin @ 12 \$/kg	86 400 \$
3 000 kg de saumon @ 15 \$/kg	45 000
1 800 kg de homard @ 18 \$/kg	32 400
	<u>163 800 \$</u>

Les prix réels pour la fabrication de 10 000 kg de préparation pour chaudière en octobre se ventilent comme suit :

7 500 kg d'aiglefin @ 11,50 \$/kg	86 250 \$
3 200 kg de saumon @ 15 \$/kg	48 000 \$
1 600 kg de homard @ 20 \$/kg	32 000 \$
	<u>166 250 \$</u>

Écart sur coût des matières directes = QR (CR – CS)

Aiglefin	7 500 (11,50 \$ – 12 \$)	3 750 \$ (F)
Saumon	3 200 (15 \$ – 15 \$)	0 (F)
Homard	1 600 (20 \$ – 18 \$)	3 200 (D)
		550 \$ (F)

Dans l'ensemble, l'écart sur coût des matières directes a été favorable. Bien que la société ait eu à payer plus cher que prévu pour le kilo de homard, cette hausse a été largement compensée par le coût moins élevé que prévu pour l'aiglefin. En effet, la préparation pour chaudière de fruits de mer emploie beaucoup plus d'aiglefin que de homard.

Écart sur quantité de matières directes = CS (QR – QS)

Aiglefin	12 \$ (7 500 – 7 200)	3 600 \$ (D)
Saumon	15 \$ (3 200 – 3 000)	3 000 (D)
Homard	18 \$ (1 600 – 1 800)	3 600 (F)
		3 000 \$ (D)

Dans l'ensemble, l'écart sur quantité de matières directes a été défavorable. La société a en effet employé moins de homard que prévu, mais cette réduction a été plus qu'annulée par l'utilisation de plus grandes quantités d'aiglefin et de saumon que prévu.

Total des écarts sur matières directes – Sommaire

Écart sur coût des matières directes	550 \$ (F)
Écart sur quantité de matières directes	3 000 (D)
Total (montant prévu au budget de 163 800 \$ – montant réel de 166 250 \$)	2 450 \$ (D)

ÉTABLISSEMENT DE BUDGETS (suite)

Exemple de calcul d'écart sur matières directes (suite)

Analysons maintenant plus en détail l'écart sur quantité de matières directes. Pour commencer, il faut calculer le pourcentage de composition des matières directes réel et prévu au budget.

	Intrants prévus au budget	Composition prévue au budget en %	Intrants réels	Composition réelle en %
Aiglefin	7 200	60 %	7 500	60,98 %
Saumon	3 000	25 %	3 200	26,02 %
Homard	1 800	15 %	1 600	13,00 %
	12 000	100 %	12 300	100,00 %

Écart sur composition des matières directes

(Composition réelle des intrants de MD en % – composition prévue au budget des intrants de MD en %) x quantité totale réelle de tous les intrants de MD utilisés x coût prévu au budget des intrants de MD

Aiglefin	$(60,98 \% - 60 \%) \times 12\,300 \times 12 \$$	1 446 \$ (D)
Saumon	$(26,02 \% - 25 \%) \times 12\,300 \times 15 \$$	1 882 (D)
Homard	$(13,00 \% - 15 \%) \times 12\,300 \times 18 \$$	4 428 (F)
		1 100 \$ \$ (F)

Écart sur quantité de matières directes

(Quantité totale réelle de tous les intrants de MD utilisés – quantité totale prévue au budget de tous les intrants de MD autorisés pour la production réelle atteinte) x composition prévue au budget des intrants de MD en % x coût prévu au budget des intrants de MD)

Aiglefin	$(12\,300 - 12\,000) \times 60 \% \times 12 \$$	2 160 \$ (D)
Saumon	$(12\,300 - 12\,000) \times 25 \% \times 15 \$$	1 125 (D)
Homard	$(12\,300 - 12\,000) \times 15 \% \times 18 \$$	810 (D)
		4 095 \$ (D)

Écart sur quantité de matières directes – Sommaire

Écart sur composition des matières directes	1 100 \$ (F)
Écart sur quantité de matières directes	4 095 (D)
Écart sur quantité de matières directes (différence de 5 \$ attribuable à l'arrondissement des montants)	2 995 \$ (D)

Si l'écart sur quantité de matières directes a été défavorable, c'est principalement parce que la société a utilisé 12 300 kg d'intrants, soit 300 kg de plus que la quantité de 12 000 kg prévue au budget, pour produire 10 000 kg de préparation pour chaudière de fruits de mer. Cet écart défavorable a été compensé par l'écart favorable sur composition de matières directes, car la société a utilisé moins de homard dans sa préparation; or le homard est plus coûteux que l'aiglefin et le saumon.

AUDIT ET CERTIFICATION

CARACTÈRE SIGNIFICATIF DANS LA PLANIFICATION ET LA RÉALISATION D'UN AUDIT

NCA 320

La NCA 320 se situe au niveau A autant pour le module commun 1 (Comptabilité générale et information financière) que pour le module optionnel Certification.

Caractère significatif

- Les anomalies, y compris les omissions, sont considérées significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.
- Les jugements portant sur le caractère significatif sont fonction des circonstances, et sont influencés par l'ordre de grandeur ou la nature d'une anomalie ou par une combinaison de ces deux facteurs.
- Les jugements quant aux questions qui sont significatives pour les utilisateurs des états financiers reposent sur la prise en considération des besoins d'information financière communs à l'ensemble des utilisateurs en tant que groupe.

Seuil de signification pour les états financiers pris dans leur ensemble – lorsqu'il établit sa stratégie générale d'audit, l'auditeur doit déterminer un seuil de signification pour les états financiers pris dans leur ensemble.

- Facteurs qualitatifs :
 - les utilisateurs, en particulier si ce sont de nouveaux utilisateurs;
 - l'existence ou non de postes sur lesquels les utilisateurs des états financiers ont tendance à fixer leur attention;
 - la nature de l'entité, sa position dans son cycle de vie, ainsi que le secteur et l'environnement économique dans lesquels elle exerce ses activités;
 - la structure du capital et les modes de financement de l'entité (par ex., si l'entité se finance par emprunt, il se peut que les utilisateurs accordent plus d'importance aux actifs et aux passifs qu'aux bénéfices de l'entité);
 - la volatilité relative de l'élément de référence quantitatif choisi.
- Lignes directrices quantitatives :
 - Le seuil de signification relève du jugement professionnel. La plupart des lignes directrices quantitatives fournies antérieurement dans les NAGR canadiennes ont été retirées du Manuel.
 - Les points qui suivent sont des exemples :
 - pour les entités à but lucratif, utiliser 5 % du bénéfice avant impôts tiré des activités poursuivies. Si cette base n'est pas appropriée, envisager d'utiliser 0,5 à 1 % des actifs ou des produits ou 0,5 à 5 % de la marge brute;
 - pour les organismes sans but lucratif, utiliser 1 % du total des revenus ou des dépenses;
 - pour les entreprises dont le propriétaire-dirigeant a établi une stratégie de réduction des impôts, il pourrait être plus approprié d'utiliser 5 % du bénéfice net avant rémunération et impôts.

Seuil de signification pour les catégories d'opérations, les soldes de comptes et les informations à fournir

- Au besoin, un seuil de signification à la baisse pourrait être requis pour certaines catégories d'opérations, certains soldes de comptes ou certaines informations à fournir, en fonction de l'influence sur les décisions économiques prises par les utilisateurs.

Seuil de signification pour les travaux

- Utiliser dans le but d'évaluer les risques d'anomalies significatives et de déterminer la nature, le calendrier et l'étendue des procédures d'audit supplémentaires.
- Il s'agit du montant établi par l'auditeur qui est inférieur au seuil de signification pour les états financiers pris dans leur ensemble afin de ramener le risque de regroupement à un niveau suffisamment faible.
- Le cas échéant, fait également référence au montant établi par l'auditeur à un niveau inférieur au seuil de signification pour des catégories spécifiques de transactions, de soldes de comptes ou d'informations à fournir
- Risque de regroupement : la probabilité que le total des anomalies non corrigées et non détectées dépasse le seuil de signification pour les états financiers pris dans leur ensemble
- Il est établi comme un pourcentage du seuil de signification global. Le pourcentage utilisé est basé sur le jugement professionnel (par ex., le seuil de signification pour les travaux est établi à 75 % du seuil de signification global; habituellement établi entre 50 % et 90 % du seuil de signification global, mais parce qu'il repose sur le jugement professionnel, il pourrait être plus bas ou plus élevé).

Révision des seuils à mesure que progresse l'audit

- L'auditeur doit modifier le seuil de signification pour les états financiers pris dans leur ensemble si, au cours de l'audit, il prend connaissance d'informations qui l'auraient amené à déterminer initialement un ou des seuils de signification différents.
- Il pourrait être également appelé à déterminer s'il est nécessaire de revoir le seuil de signification pour les travaux, auquel cas il aurait à évaluer si la nature, le calendrier et l'étendue des procédures d'audit supplémentaires sont toujours appropriés.

FINANCE

FINANCEMENT REPOSANT SUR L'ACTIF

Financement par location

- Contrat de location
 - Accord contractuel en vertu duquel le bailleur (propriétaire de l'actif) permet au preneur d'utiliser l'actif pour une période spécifique en échange de paiements périodiques.
 - Peut être classé : 1) soit en tant que contrat de location-financement (location-acquisition), 2) soit en tant que contrat de location simple (pour une analyse du traitement comptable, consulter le domaine de compétences relatif à l'information financière).
 - Selon les modalités et la durée du contrat (et sans égard au traitement comptable), un contrat de location et une opération de cession-bail (voir ci-après) peuvent être traités comme un financement par emprunt aux fins de la structure financière et du coût moyen pondéré du capital.

- Cession-bail
 - Accord contractuel en vertu duquel une société vend un actif (par ex., bien immobilier, équipement) qu'elle possède pour le reprendre en location de l'acheteur (habituellement, à long terme) à un tarif convenu.
 - Essentiellement, il s'agit d'un prêt dans le cadre duquel les paiements au titre de la location constituent une approximation des paiements d'intérêt.
 - Ces accords procurent à la société des flux de trésorerie immédiats (donc, une source de financement simple et rapide) pour élargir ses activités ou rembourser ses dettes, tout en lui permettant de continuer de profiter de l'actif.

Analyse d'un contrat de location par rapport à un achat

- Considérations qualitatives
 - Présentation dans les états financiers – Si les critères d'un contrat de location simple sont remplis, financement hors bilan. Si les critères d'un contrat de location-acquisition sont remplis, nécessité de comptabiliser l'actif et le passif correspondant au bilan. Incidence pour les utilisateurs des états financiers? Incidence sur les clauses restrictives existantes de la convention d'emprunt? Incidence sur la capacité à obtenir du financement supplémentaire par emprunt?
 - S'il s'agit d'un achat d'actif, plus de souplesse – vendre l'actif si la société n'en a plus besoin? Toutefois, l'achat va de pair avec la prise d'un risque lié à l'obsolescence, ce qui n'est pas le cas avec un contrat de location – le preneur remet simplement l'actif au bailleur à la fin du contrat de location.
 - L'option du crédit-bail peut être la seule envisageable dans des cas où la société ne dispose pas de suffisamment de flux de trésorerie pour procéder à l'achat (achat immédiat ou versement de l'acompte requis en vue de l'achat) ou si elle est incapable d'obtenir du financement pour l'achat de l'actif.
 - Les dispositions des contrats de location peuvent être moins restrictives que celles associées au financement par emprunt (par ex., que les contrats de location peuvent être adaptés pour répondre aux besoins des deux parties, et, normalement, ils ne sont pas assortis de clauses restrictives ayant pour effet de restreindre la flexibilité financière).

FINANCEMENT REPOSANT SUR L'ACTIF (suite)

Analyse d'un contrat de location par rapport à un achat (suite)

- Analyse quantitative (y compris le taux d'actualisation et les flux de trésorerie pertinents)
 - Calculer la valeur actualisée nette de chaque option et comparer les résultats afin de déterminer quelle option est la moins coûteuse.
 - Le taux d'actualisation utilisé pour les deux options devrait être le coût après impôt de la dette (plutôt que le coût du capital utilisé pour prendre les décisions relatives à l'établissement du budget des investissements), parce qu'une plus grande certitude (donc, moins de risque) est rattachée aux flux de trésorerie dans un scénario de location, par rapport à un achat.
 - Valeur actualisée nette de l'option de l'achat / emprunt
 - = coût de l'actif - valeur actualisée de l'avantage fiscal (formule fournie dans le passage sur l'établissement du budget des investissements).
 - Valeur actualisée nette de l'option du contrat de location (location simple présumée aux fins fiscales)
 - = paiements après impôt au titre du contrat de location x taux d'actualisation.
- Possibilité d'utiliser un facteur d'actualisation si les paiements au titre du contrat de location sont constants. Si les paiements au titre du contrat de location fluctuent, il faudra appliquer un facteur d'actualisation de la somme forfaitaire de chaque exercice et ajouter les flux de trésorerie actualisés pour tous les exercices. Aux fins de l'examen, assurez-vous de lire attentivement les données afin de déterminer si les flux de trésorerie sont supposés survenir au début ou à la fin de l'exercice, puisque cela aura des répercussions sur le facteur d'actualisation utilisé.

Exemple de calcul – achat ou location

Un actif peut être acheté au coût total de 50 000 \$ ou loué pour cinq ans moyennant un paiement de location annuel de 10 000 \$ versé au début de l'année. Le taux d'imposition applicable est de 30 %, le taux d'actualisation s'établit à 6 %, et la valeur actualisée de l'avantage fiscal a été fixée à 12 000 \$. Déterminer le coût de chaque option.

Option de l'achat : coût de 50 000 \$ – avantage fiscal de 12 000 \$ = 38 000 \$

Option de la location :

DÉBUT

Nombre d'années : 5

Taux d'intérêt : 6 %

Paiement = 7 000 \$ (paiement de location de 10 000 \$ - impôt de 30 %)

Calculer la Valeur actuelle = 31 256 \$

Quantitativement, l'option de la location est plus économique de 6 744 \$, mais il faut aussi tenir compte des facteurs qualitatifs pour prendre une décision.

FISCALITÉ

PROFIL FISCAL D'UNE SOCIÉTÉ

Types de sociétés

- Société privée
 - société résidant au Canada, mais qui n'est pas une société ouverte ou qui n'est pas contrôlée par une société ouverte
- Société privée sous contrôle canadien (SPCC)
 - société privée contrôlée par des résidents du Canada
- Société publique
 - société dont au moins une catégorie d'actions est cotée sur une bourse de valeurs désignée au Canada

Statut de résidence

- Les sociétés résidentes sont assujetties à l'impôt sur leur revenu mondial
 - Les sociétés non résidentes sont assujetties à l'impôt sur le revenu de source canadienne
- Une société est réputée être résidente si :
 - elle a été constituée au Canada après le 26 avril 1965
 - elle a été constituée avant cette date et a exercé ses activités au Canada à un quelconque moment par la suite; ou
 - elle est considérée comme résidente en vertu des principes de droit commun
- Principes de droit commun « activités de gestion et de contrôle » ou « activités centrales de gestion et de contrôle » (*central management and control*)
 - Lieu où se trouve le conseil d'administration
 - Endroit où a lieu la prise de décision

Relations de base entre parties prenantes

- Personnes affiliées
 - Une personne et le conjoint de cette personne
 - Une société et
 1. une personne qui contrôle la société;
 2. chaque membre d'un « groupe de personnes affiliées » qui contrôle la société;
 3. le conjoint d'une personne décrite à 1) et à 2)
- Groupe de personnes affiliées
 - Un groupe de personnes dont tous les membres sont liés entre eux.
- Sociétés affiliées
 - deux sociétés sont affiliées si :
 - chaque société est contrôlée par une personne, et si la personne qui contrôle une société est affiliée à la personne qui contrôle l'autre société;
 - une société est contrôlée par une personne, l'autre société est contrôlée par un groupe de personnes, et chaque membre de ce groupe est affilié avec au moins un des membres de l'autre groupe.

PROFIL FISCAL D'UNE SOCIÉTÉ (suite)

- Sociétés associées
 - Les règles relatives à l'association sont conçues afin d'éviter l'utilisation abusive du plafond annuel de 500 000 \$ pour la DPE, parce que le plafond doit être réparti entre les sociétés associées.
 - Ces règles sont complexes, et les situations qui suivent sont les plus susceptibles de faire l'objet de scénarios d'évaluation fondés sur des études de cas :
 - une société en contrôle une autre, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit;
 - les deux sociétés sont contrôlées par la même personne ou le même groupe de personnes;
 - chaque société est contrôlée, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, par une personne (disons monsieur A et madame A), les personnes contrôlant chaque société sont liées, et une personne détient au moins 25 % des actions des deux sociétés.

- Sociétés rattachées
 - Une société est rattachée à une autre société si :
 - la société est contrôlée par l'autre société; ou
 - les actions de la société sont détenues par l'autre société, et ces actions représentent plus de 10 % des actions avec droit de vote et de la juste valeur marchande de l'ensemble des actions émises de la société.

- Personnes ayant un lien de dépendance et personnes liées
 - Les personnes liées sont réputées avoir un lien de dépendance.
 - Les personnes sont liées si elles sont unies par les liens du sang, du mariage, de l'union de fait ou de l'adoption.
 - Les règles relatives aux relations d'entreprises sont complexes, mais, dans les scénarios d'évaluation fondés sur des études de cas, n'oubliez pas que :
 - une société est liée à la personne qui la contrôle;
 - deux sociétés sont liées si elles sont contrôlées par la même personne;

ANALYSE DE DONNÉES ET SYSTÈMES D'INFORMATION

CYCLE DE VIE DES SYSTÈMES

Cycle de vie de développement des systèmes – processus utilisé par un analyste de systèmes pour développer un système d'information

Rôle du comptable et de l'auditeur dans le cycle de vie du système

- Comptables :
 - Fournir une image claire de leurs problèmes et besoins
 - Besoin de spécifier les techniques comptables à utiliser, les exigences de contrôle interne, telles que les pistes d'audit et les algorithmes spéciaux, comme l'amortissement
 - Agir en tant que membres de l'équipe de développement
 - Peut fournir des conseils ou déterminer si le système proposé entraîne un risque de contrôle interne
 - Reconnaître les implications de contrôle de chaque conception alternative et s'assurer que les exigences comptables sont comprises
- Auditeurs :
 - Devrait être impliqué dans les premières étapes de la conception
 - Impliqué dans la phase de planification pour garantir une planification adéquate du système
 - Nécessité de s'assurer que le système informatique est auditable et que toutes les fonctionnalités spéciales pour les techniques d'audit informatique ont été suffisamment intégrées dans le système
 - Au cours de l'analyse des systèmes, l'auditeur peut évaluer si le système doit avoir des fonctionnalités d'audit avancées intégrées, et si oui, quelles fonctionnalités spécifiques
 - La participation de l'auditeur se limite à fournir des orientations générales et des informations afin de rester indépendant

Phases du cycle de vie du développement des systèmes:

- Planification de projet, étude de faisabilité: établit une vue d'ensemble de haut niveau du projet envisagé et détermine ses objectifs
- Analyse des systèmes, définition des exigences: définir les objectifs du projet en fonctions définies et le fonctionnement de l'application envisagée. Analyse les besoins d'informations des utilisateurs finaux.
- Conception des systèmes: décrit en détails les fonctionnalités et opérations souhaitées, y compris la disposition à l'écran, les règles de l'entreprise, les diagrammes de processus et autre documentation
- Mise en œuvre: (vous référer plus loin dans ce cahier d'études)
- Intégration et test: des vérifications sont effectuées pour détecter les erreurs, les bogues et l'interopérabilité
- Acceptation, installation, déploiement: la dernière étape du développement initial où le logiciel est mis en production
- Maintenance: le reste de la vie du logiciel : inclut des changements, des corrections, des ajouts, des migrations vers une autre plateforme informatique

CYCLE DE VIE DES SYSTÈMES (suite)

Acquisition, développement et mise à niveau de systèmes d'information

- Acquisition de systèmes - achat de ressources informatiques auprès d'un tiers externe
- Développement de systèmes - développement d'un système pour répondre à des besoins personnalisés
- Mise à niveau des systèmes - améliorations des systèmes existants
- Pour entreprendre l'acquisition, le développement ou la mise à niveau de systèmes, des principes sont nécessaires pour:
 - S'assurer que les résultats répondent aux exigences fonctionnelles et techniques des utilisateurs
 - Aborder les risques inhérents et spécifiques auxquels l'entreprise est confrontée
 - Assurer une implantation efficiente et efficace
- La meilleure façon d'atteindre ces principes est de suivre une approche stricte impliquant des normes et des procédures pour l'acquisition, le développement et la mise à niveau des systèmes et l'utilisation de l'approche de gestion de projet.

Personnalisation

- Les entreprises peuvent acheter ou créer des logiciels ou utiliser les services infonuagiques
- Dans la personnalisation des logiciels, une entreprise peut s'associer à un fournisseur qui fournit un service personnalisé complet ou des logiciels clé en main
- Les options pour l'achat d'un logiciel comprennent:
 - Le logiciel standard est une solution clé en main ou « tablette », prêt à l'emploi immédiatement et qui peut facilement être implanté dans l'entreprise actuelle. Ce logiciel peut inclure des fonctions dont l'entreprise n'a pas besoin. L'achat de logiciels standard peut être moins coûteux, nécessiter moins de compétences techniques et / ou nécessiter moins de temps.
 - Un logiciel personnalisé est développé pour répondre aux besoins spécifiques d'une entreprise, est entièrement intégré et correspond aux processus de l'entreprise. Les entreprises devraient utiliser un logiciel personnalisé s'il crée un avantage concurrentiel et si l'entreprise est suffisamment grande pour répartir les coûts du système sur un grand nombre de clients.
 - Avantages d'un logiciel personnalisé:
 - Le système correspond aux besoins, aux processus et aux exigences de sécurité de l'entreprise
 - Une approche progressive peut être utilisée en commençant par les éléments de base et en ajoutant d'autres fonctionnalités dans l'avenir
 - Développé sur la base de l'infrastructure de l'entreprise
 - Permet l'intégration entre les systèmes de l'entreprise
 - Propriété du logiciel appartient à l'entreprise (propriété intellectuelle)
 - Des modifications peuvent être apportées rapidement
 - Inconvénients des logiciels personnalisés:
 - Coûts initiaux plus élevés et risques plus élevés
 - Les changements sont dispendieux
 - Nécessite une connaissance informatique (à l'interne ou à l'externe)
 - Forte implication lors du développement du logiciel